



## CONVENTION

### LIS/CP4-18-19

Entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommé « l'État », représenté par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ci-après dénommé « le ministre »,

d'une part,

et

l'association sans but lucratif LIS: *Cross-national Data Center in Luxembourg*, représentée par Monsieur Daniele Checchi, directeur et Monsieur Thierry Kruten, directeur des opérations, ci-après dénommé « le contractant »

d'autre part,

considérant, en général, la volonté de l'Etat de soutenir les activités de recherche et de développement de haut niveau ainsi que de transfert technologique visant à promouvoir le progrès scientifique ou l'innovation technologique ;

il est convenu ce qui suit :

#### **Art. 1er - Objet**

L'objet de la présente convention consiste à définir le cadre général concernant les conditions et modalités d'attribution et de versement de la contribution financière de l'État en vue de la réalisation des activités du contractant.

Le numéro de référence attribué au présent contrat est LIS/CP4-18-19.

Les objectifs à atteindre dans la mise en œuvre des activités du contractant ainsi que les indicateurs de performance y relatifs sont décrits à l'annexe, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Sous réserve du versement au contractant de la contribution financière telle que prévue par la présente convention, le contractant s'engage :

- i) à prendre les dispositions adéquates et raisonnables pour l'atteinte des objectifs

- prévus ;
- ii) à fournir toutes les données détaillées demandées par le ministre aux fins de la bonne gestion des activités visées ;
- iii) à informer le ministre de tout événement pouvant avoir une incidence directe sur l'atteinte des objectifs prévus ;
- iv) à fournir au ministre, et à tout autre organisme ou particulier dûment mandaté par celui-ci, les informations demandées dans le cadre des contrôles et des audits ;
- v) à participer activement aux activités de contrôle et de suivi.

Le contractant s'engage à appliquer pour la politique tarifaire relative à ses activités une démarche intégrant le modèle des coûts intégraux.

## **Art. 2 - Durée**

La présente convention est conclue avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour une durée de 24 mois.

## **Art. 3 - Financement**

Eu égard à l'intérêt de la réalisation des activités visées à l'annexe, l'État accorde dans le cadre de la présente convention, dans la limite des moyens budgétaires disponibles et par imputation au crédit budgétaire dédié au ministère ayant dans ses attributions la recherche dans le secteur public, dénommé ci-après « le ministère », une contribution financière de 440.000€ (quatre cent quarante mille euros).

Cette contribution n'exclut pas l'attribution de moyens financiers publics supplémentaires, en provenance d'autres crédits budgétaires.

Les contributions financières annuelles de l'État s'établissent comme suit :

- pour l'exercice 2018 : 220.000 €
- pour l'exercice 2019 : 220.000 €

Les contributions annuelles se font en quatre tranches :

- une première tranche de 30 % du montant annuel à verser le 15 février de chaque année, sous condition de remise par le contractant du rapport dit annuel visé à l'article 6 ;  
La première tranche de la dotation 2018 est sujette à la remise du rapport d'activités de 2017 en langue française, structuré en deux parties : (a) « Rapport d'activités », texte libre non exhaustif reprenant les éléments marquants de l'année, et (b) « Indicateurs », comprenant les résultats provisoires des indicateurs de performance non financiers et financiers, et les indicateurs d'évolution des ressources humaines choisis de commun accord entre le ministère et le contractant.
- une deuxième tranche de 30 % du montant annuel à verser le 15 mai de chaque année ;
- une troisième tranche de 20 % du montant annuel à verser le 15 août de chaque année ;

- le solde (de 20 %) à verser le 15 octobre de chaque année, sous condition de remise par le contractant de l'intégralité des rapports visés à l'article 6.

#### **Art. 4 - Modalités de gestion**

La contribution financière de l'État est réservée à l'exécution des activités visées par l'annexe en vue d'atteindre les objectifs décrits en cette annexe.

Le contractant déclare qu'il est ou sera en mesure d'effectuer les travaux prévus en vue d'atteindre les objectifs précités, pour autant que la mise en œuvre suive le plan prévu, notamment en ce qui concerne la mise à disposition de la contribution financière de l'Etat.

#### **Art. 5 – Engagements du contractant**

Le contractant s'engage, d'une part, sur les indicateurs clés de performance qui traduisent l'orientation stratégique pour les années 2018 et 2019 et, d'autre part, sur la mise en œuvre de politiques ciblées en vue de l'atteinte de ces objectifs.

L'intégrité scientifique étant indispensable aux chercheurs et à leurs institutions, le contractant veillera à mettre en œuvre des règles internes de bonne pratique scientifique, comprenant notamment des efforts de prévention ainsi qu'une procédure à suivre en cas de manquement à l'intégrité. A cet effet, le contractant s'engage à collaborer avec la *Luxembourg Agency for Research Integrity a.s.b.l.*

#### **Art. 6 - Rapports**

Le contractant remettra au ministère aux dates suivantes et selon les modalités décrites ci-après un rapport sommaire résumant les activités de l'année considérée et la progression dans l'atteinte des objectifs (maximum 10 pages), comprenant notamment un tableau de bord des indicateurs de performance décrits à l'annexe de la présente convention :

- Pour le 1er février de l'année suivant l'exercice visé : le rapport d'activités annuel en langue française, structuré en deux parties :
  - a) « Rapport d'activités », texte libre non exhaustif, reprenant les éléments marquants de l'année, et
  - b) « Indicateurs », comprenant les résultats provisoires des indicateurs de performance non financiers et financiers, et les indicateurs d'évolution des ressources humaines choisis de commun accord entre le ministère et le contractant.
- Pour le 1er mai au plus tard de l'année suivant l'exercice visé : les indicateurs financiers et non financiers, après validation par le conseil d'administration.

Des annexes au rapport fourniront les pièces à l'appui du tableau de bord des indicateurs de performance et toute autre pièce jugée pertinente.

Pour le 1<sup>er</sup> mai 2020, le contractant remet au ministre un rapport sur l'exécution de la présente convention au regard des objectifs poursuivis incluant une présentation chiffrée des indicateurs et un descriptif des activités réalisées.

#### **Art. 7 - Suspension du versement des contributions**

Le versement des contributions de l'État au contractant, tel que prévu par la présente convention, sera suspendu au cas où l'un des rapports précités n'a pas été fourni.

#### **Art. 8 - Inexécution, retards ou défaillances**

Le contractant signale sans délai au ministre, en lui fournissant toute précision utile, tout événement susceptible de porter préjudice à l'exécution de la présente convention. Les parties contractantes fixent d'un commun accord les mesures à prendre.

L'exécution des activités en vue de l'atteinte des objectifs ainsi que des indicateurs de performance prévus par la présente convention peut être suspendue en raison de la survenance d'un événement de force majeure. Le contractant avertit immédiatement le ministre de la survenance d'un événement de force majeure en indiquant la nature, la durée probable et les conséquences prévisibles dudit événement.

Le contractant peut proposer au ministre de suspendre l'exécution de la présente convention en tout ou en partie si un événement de force majeure ou des circonstances exceptionnelles rendent son exécution excessivement difficile ou coûteuse. Le contractant doit informer sans délai le ministre de ces circonstances et fournir des informations précises relatives à l'événement en question ainsi qu'une estimation de la date prévue pour la reprise des travaux.

Les travaux ainsi suspendus peuvent être repris lorsque les deux parties sont convenues de leur poursuite.

#### **Art. 10 - Contrôle**

Le contractant conservera, pendant une période de cinq ans après l'échéance finale de la période couverte par la présente convention, l'original ou, dans des cas exceptionnels dûment justifiés, les copies certifiées conformes de l'original de tous les documents concernant la présente convention. Durant l'exécution d'audits dans le cadre de la présente convention, ces documents seront mis sur demande à la disposition des personnes chargées de ces audits.

#### **Art. 11 - Modifications de la convention et de l'annexe**

Les dispositions de cette convention pourront être modifiées d'un commun accord entre les parties, moyennant un avenant écrit à cette convention.

## **Art. 12 - Droits et revenus**

Les droits de propriété intellectuelle découlant des activités du contractant dans le cadre de la présente convention sont sa propriété exclusive. Les revenus générés par des produits, procédés ou services résultants des activités du contractant lui sont attribués.

## **Art. 13 - Diffusion des connaissances**

Sans préjudice des dispositions d'accords de confidentialité conclus par le contractant avec des tiers, l'État a le droit d'informer des tiers de l'objet des travaux visés par la présente convention, de leur état d'avancement et de leurs résultats, soit par la diffusion de rapports généraux, sommaires et sous forme agrégée, sur tout support au choix du ministère à l'inclusion des moyens informatiques, soit à tout autre niveau de détail, après accord écrit du contractant.

## **Art. 14 - Droit applicable et juridiction compétente**

La présente convention est soumise au droit luxembourgeois et tout litige en relation avec la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le **12 JUIN 2018** en autant d'exemplaires que de parties.


Pour le contractant,

Pour l'État, représenté par le Gouvernement,

Daniele CHECCHI  
Directeur



Thierry KRUTEN  
Directeur des opérations



Marc HANSEN  
Ministre délégué à l'Enseignement supérieur  
et à la Recherche



## Annexe

### **1. Mission and vision**

LIS is a cross-national data archive which serves as a repository of socio-economic microdata from many countries and at multiple time points.

LIS' *vision* is a world in which researchers, policy-makers, educators, and students – in every country in the world – have feasible and practical access to high-quality comparable socio-economic microdata, thus enabling them to carry out state-of-the-art research, policy-making, teaching, and learning.

In service of that vision, LIS' longstanding mission is to enable, facilitate, promote, and conduct cross-national comparative research on socio-economic outcomes and on the institutional factors that shape those outcomes. That mission, in practice, is based on four pillars:

- LIS' acquires and harmonises datasets containing income, wealth, employment, and demographic microdata. These harmonised microdata are available in two databases: the *Luxembourg Income Study (LIS) Database*, focused on income, and the *Luxembourg Wealth Study (LWS) Database*, focused on wealth and debt.
- LIS makes these harmonised data – that would not be accessible otherwise – available to the research community in multiple forms, and through a flexible array of pathways, to enable and ease use of the data by institutions and individuals engaged in research on multiple aspects of inequality and poverty.
- LIS provides support, teaching and training services as well as dedicated facilities venues – all face-to-face and 'virtual' – in order to promote ease-of-use of the data, and to extend and equalize access to the data.
- LIS encourages and promotes forefront research in the field of socio-economic inequality and poverty based on quantitative, data-driven, interdisciplinary, and policy-oriented innovative methods that are cross-nationally comparative and/or global in scope.

### **2. Objectives for 2018-2019**

For the upcoming two-year period, LIS intends to retain – and extend – its reputation and practice as a pre-eminent and recognised cross-national data archive, one that contains reliable, accessible, harmonised socio-economic microdata. LIS will continue to serve a growing international community of researchers and analysts, as well as the general public, by enabling these diverse stakeholders to reach sound conclusions grounded in the highest quality data.

To achieve this over-arching goal, LIS will pursue three major strategic objectives:

1. Expand the scope of potential research on, and analyses of, the most pressing socio-economic issues by continuously improving data quality and consistency, and ease-of-use for researchers who access databases:
  - Enhance and increase LIS' data access capabilities and user-friendliness;
  - Expand the number of available countries and years in both LIS and LWS databases;
  - Improve over-time data consistency and highlight unexploited data potentials.
2. Encourage and support the transfer of research outcomes, new knowledge and innovation for the betterment of the research community:
  - Spark and contribute to empirical cross-national research across social science disciplines through the production of an increased number of produced working papers and research briefs;
  - Extend and strengthen LIS' outreach, publicity, and social media efforts, in order to increase the possibility of research based on LIS data;
  - Foster exchange and debate on cutting edge socio-economic inequality and poverty research organising international conferences and workshops.
3. Promote and enhance research partnerships that expand on our research strengths, increase the support for research, and enhance the delivery of research outcomes nationally and globally.
  - Increase research capacity through expanding the roster of affiliated postdoctoral scholars, senior scholars, and distinguished scholars;

Build and deepen ties with researchers and research institutions in Luxembourg and worldwide through collaborative projects in joint research efforts.

### 3. Performance indicators 2018-2019

1. Number of annual registered international users : 1000 per year
2. Number of jobs submitted to LISSY: : 65.000 year
3. Share of page views related to LIS aggregated date : 15% per year
  
4. Number of person-weeks during which LIS hosts Visiting Scholars : 10 per year
5. Number of research colloquia led by Visiting Scholars during their stay : 10 per year
6. Number of full-time equivalent pre- or post-doctoral scholars hosted onsite : 1 FTE per year
  
- 7a. Number of papers added to the LIS Working Paper series : 40 per year  
*An internal review to control the quality of the LIS data is applied to these papers.*
- 7b. h-index of LIS, based on Google Scholar [2018-2019] : 34  
*The h-index is usually an author-level metric. It attempts to capture both the productivity and citation impact of the publications of a scholar. The index is based on the set of the scholar's most cited papers and the number of citations that they have received in other publications. But it can also be applied to the productivity and impact of an organization (e.g.: scholarly journal, a university department). LIS decided to assess its publications' impact by defining the h-index on the basis of the official name on which LIS working papers are referenced that is 'Luxembourg Income Study'.*
  
8. Number of international workshops- governed by a steering committee organised by LIS : 4 per year
9. Number of local or international conferences (co-)organised by LIS : 2 per year
10. Number of LIS participation to local or international collaborative research projects : 4 per year

---

#### Financial Performance Indicator

The LIS capacity to attract external funds to guaranty its ability to be involved in significant research projects and to develop innovative data access/dissemination tools for the research community.

#### **10. Third Party financing**

LIS aims at maintaining the share of the contribution of the Grand-Duchy of Luxembourg to LIS to +/- 20 % of the total LIS budget.

FINANCIAL INDICATORS *	
	Amount per year (in €)
State Block Grant	220.000
3rd Party Financing	930.000
<b>Total</b>	<b>1.150.000</b>